

Enabel 



Investir dans l'avenir

Rapport d'activités 2023-2024



Caroline Gennez
Ministre de la Coopération au développement
et de la Politique des Grandes villes

Vue aérienne d'un complexe résidentiel
sur la rive gauche de Kyiv.

Investir dans l'avenir et la paix

La Solidarité internationale belge fait sciemment le choix de se rendre là où les besoins sont les plus pressants, convaincue que c'est précisément dans ces endroits que notre impact potentiel est le plus significatif. C'est notre Agence belge de développement, Enabel, qui traduit cette conviction au quotidien, et ce, parfois dans des conditions très difficiles.

Ces dernières années, notre monde est en effet devenu nettement plus instable et peu sûr. C'est là un fait indéniable. La liste des foyers d'incendie ne cesse de s'allonger : guerre en Ukraine, coups d'État au Sahel, violences permanentes dans l'Est du Congo, au Yémen et au Soudan. À cela s'ajoute encore la catastrophe humanitaire sans précédent qui se déroule à Gaza.

Si ces conflits ont certes tous leurs motivations propres, c'est la conjugaison des inégalités et de l'absence de progrès qui constitue le terreau fertile idéal à un sentiment général d'insatisfaction et une instabilité croissante. Quant à la crise climatique, toujours plus visible pour les populations des pays du Sud, elle ne fait que jeter de l'huile sur le feu. L'absence d'un enseignement, de soins de santé et d'emplois de qualité – en bref, de perspectives d'avenir – fait tomber les personnes entre les griffes des extrémistes. Ou les pousse à tenter la traversée de la Méditerranée à bord d'embarcations de fortune.

Nous pouvons donc en tirer deux conclusions importantes : 1) un monde empreint d'inégalités est un monde peu sûr et 2) développement et paix sont indissociables.

La solidarité internationale doit être la réponse que nous apportons à la myopie, à l'égoïsme et à la violence

brutale de nouveau en plein essor aux quatre coins de notre planète. Ce n'est qu'en collaborant, par delà les frontières, que nous serons en mesure de résoudre les problèmes majeurs de notre époque, à savoir, les inégalités, les migrations, le climat et l'extrémisme. Investir dans l'avenir de tous revient à investir dans notre propre avenir ainsi que dans la paix. Et, dans la foulée, dans notre propre sécurité.

Enabel est une agence qui démontre sa valeur dans des contextes fragiles. Grâce à la flexibilité et la créativité requises qu'elle affiche, elle parvient à maintenir sa présence, et ce, même dans des circonstances difficiles. Comme au Sahel, où la population subit de plein fouet la crise climatique et la terreur. Mais aussi en Ukraine, où Enabel ouvrira tout prochainement un bureau chargé de contribuer à la reconstruction du pays.

Outre les nombreux défis à relever, il ne faut pas non plus oublier de braquer les projecteurs sur les beaux résultats atteints en 2023 : de nouveaux programmes de coopération ont été préparés dans 11 des 14 pays partenaires (République démocratique du Congo, Ouganda, Tanzanie, Mozambique, Burkina Faso, Bénin, Guinée, Burundi, Rwanda, Sénégal et Maroc) et ils ont même déjà été entamés dans quatre de ces pays (RDC, Tanzanie, Mozambique, Ouganda). Les innombrables programmes et projets sont décrits en détail dans le présent rapport d'activités.

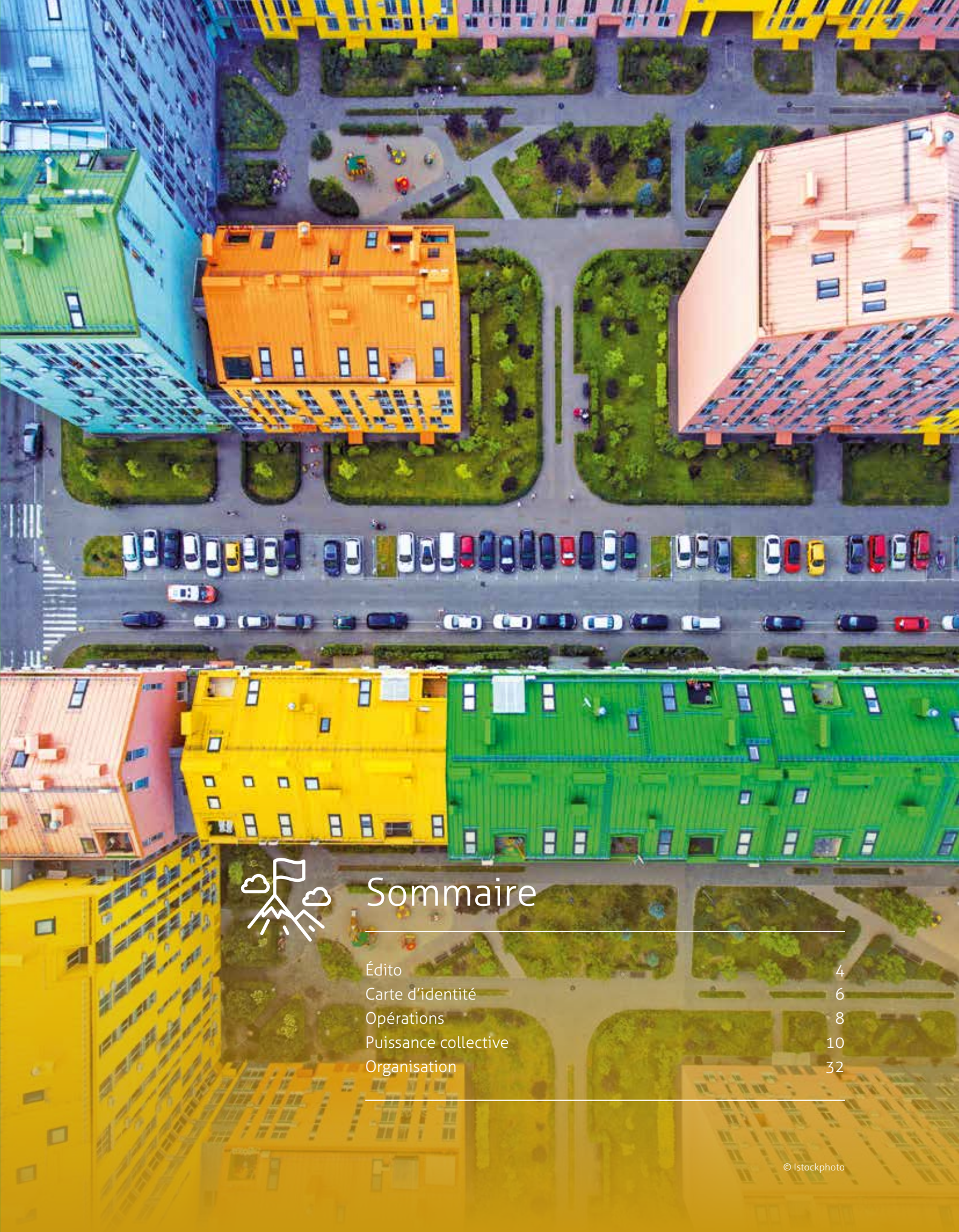
En 2023, j'ai eu la chance de voir de mes propres yeux de quelle manière les collaborateurs et collaboratrices d'Enabel font réellement la différence sur le terrain. Que ce soit dans le cadre d'un appui à de jeunes entrepreneur-es au Maroc, du développement de

programmes éducatifs et de santé accessibles et de qualité en Ouganda, ou encore de l'aide apportée aux communautés pour se préparer aux tempêtes et inondations dans ce pays sensible aux conditions climatiques qu'est le Mozambique, Enabel a démontré à chaque fois que la solidarité fonctionne.

Et ces résultats ne passent d'ailleurs pas inaperçus. Enabel effectue en effet aujourd'hui des missions non seulement pour le compte de l'Union européenne, mais aussi pour d'autres pays européens, comme les Pays-Bas et le Luxembourg, tout en collaborant avec des organisations privées telles que la Bill & Melinda Gates Foundation. Il est évident que l'expertise, les connaissances et l'expérience d'Enabel sont reconnues et appréciées bien au-delà des frontières de la Belgique. Et c'est là une chose dont nous pouvons être particulièrement fier-ères.

Je ne peux conclure cet avant-propos sans remercier du fond du cœur tous les collaborateurs et toutes les collaboratrices d'Enabel, qui se mobilisent, jour après jour, avec altruisme en faveur de la solidarité internationale. C'est grâce à leur travail acharné et à leur dévouement que la Coopération belge a un impact sur la vie de nombreuses personnes à travers le monde.

2023 a été une année émaillée de défis à relever. Il en sera de même en 2024. La Solidarité internationale belge n'a de cesse de s'engager à aider les populations à prendre leur vie en main et à se construire un avenir. Et ce, quelles que soient les difficultés à affronter. Je suis totalement convaincue que nous pourrons, l'année prochaine aussi, faire la rétrospective de toute une série de projets et de programmes fructueux d'Enabel.



Sommaire

Édito	4
Carte d'identité	6
Opérations	8
Puissance collective	10
Organisation	32

Édito



Jean Van Wetter
CEO



Delphine Moralis
Présidente du Conseil d'administration

Upcycling international cooperation

2023 : une année charnière

2023 a été une année difficile avec la crise climatique qui continue de s'accélérer, la guerre en Ukraine qui est entrée dans sa deuxième année et, en octobre, le conflit à Gaza qui a littéralement explosé. Sans parler des coups d'État en Afrique de l'Ouest, les troubles en cours dans l'est du Congo et de la crise migratoire qui n'est jamais très loin. Le contexte géopolitique est complexe et rend notre travail difficile.

Mais ces événements confirment aussi toute la pertinence de la stratégie que nous avons développée il y a 4 ans, ainsi que le rôle essentiel que nous jouons au niveau belge, européen et international. Avec nos partenaires, nous sommes porteur-euses de solutions pour relever ces défis mondiaux urgents. Nous sommes présent-es sur le terrain, et nous obtenons des résultats concrets. C'est une fierté pour nous de rester opérationnel-les dans tous ces contextes, avec du personnel professionnel et engagé qui fait la différence. Car au-delà de l'impact de nos projets opérationnels, notre seule présence sur le terrain permet de favoriser le dialogue. Comme le disait le Président du Conseil européen Charles Michel lors de l'événement organisé en mars dernier pour nos 25 ans, les équipes d'Enabel sont des bâtisseuses de paix.

Agence belge et européenne

C'est dans ce contexte que le gouvernement belge nous a confié en 2023 la tâche de démarrer un programme de soutien à la reconstruction en Ukraine. Ce choix peut être surprenant étant donné notre ancrage traditionnel en Afrique, mais il s'inscrit parfaitement dans notre mandat d'acteur clé de la politique internationale de la Belgique et de l'Union européenne, d'autant plus à la lumière de la présidence actuelle de la Belgique du Conseil de l'Union européenne, et la contribution qu'une agence comme Enabel peut apporter à l'intégration européenne. Notre rôle comme mobilisateur d'expertise publique est ici tout à fait pertinent. Suite à une mission d'identification en septembre 2023 et à des rencontres politiques à haut niveau lors d'une visite conjointe d'Enabel avec la Ministre Gennez et le Premier Ministre De Croo en février dernier, nous avons finalisé au début de cette année le démarrage de nos activités dans le pays, avec un soutien particulier dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'énergie.

Agence européenne et africaine

Au niveau africain, nous travaillons de plus en plus dans une logique de projets régionaux. Car les défis auxquels nous sommes confronté-es dépassent les frontières, et à l'instar de l'Europe qui s'est développée grâce à son

intégration régionale, nous sommes convaincu-es du bienfait du développement d'approches régionales sur le continent africain. Nous pensons notamment à nos projets destinés à atténuer les effets du changement climatique dans le Sahel, au D4D Hub qui vise l'intégration numérique dans plusieurs pays africains, et au projet MAV+, qui veut rendre l'Afrique plus autonome quant à la production de vaccins et la disponibilité de médicaments. Ce dernier projet a été une inspiration pour la Présidence belge du Conseil européen qui a placé la santé au centre de ses préoccupations, et qui appuie le travail d'Enabel en soutien au développement d'institutions panafricaines, telles que l'Agence africaine des médicaments (AMA), le Centre africain de surveillance et de prévention des maladies AfricaCDC et l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA). Il y a également le travail sur les corridors stratégiques, qui visent à désenclaver les pays sans accès à la mer, notamment ceux du Sahel, à créer des corridors logistiques efficaces, à stimuler le développement socioéconomique et à renforcer l'intégration régionale.

Cette transformation dans la conception de nos projets est déjà bien visible dans notre bureau de Bruxelles qui est devenu un véritable hub d'équipes

« La paix n'est pas idée, elle est action ».

multipays, multiagences, avec des employés et employées de toute l'Europe et de l'Afrique. Nous sommes vraiment fier-ères de notre rôle moteur pour faire travailler toutes ces nationalités différentes ensemble. La diversité culturelle est une source de créativité et d'innovation.

Un investissement pour le futur

Tous ces projets montrent aussi à quel point le changement de paradigme « Beyond Aid » voulu dans notre stratégie était pertinent. La coopération internationale est devenue un enjeu politique majeur pour faire face à nos défis globaux et doit être considérée comme un investissement pour notre futur en commun, et non comme une obligation de charité. C'est dans cette logique de partenariat que nous avons développé plusieurs nouvelles initiatives en 2023, notamment sur le thème du développement de la production d'hydrogène vert sur le continent africain, ainsi que sur l'impact de l'intelligence artificielle sur la santé et l'éducation. Sur ces deux thèmes, tout est à inventer, et tous les pays du monde sont en quelque sorte en développement.

Une nouvelle vision pour la coopération internationale

C'est dans cet esprit que le 28 mars 2024, nous avons organisé un événement à l'occasion des 25 ans d'existence d'Enabel, sous le titre « Upcycling International Cooperation ». Nous avons invité des « unusuals suspects »*, un futurologue des

Pays-Bas, un entrepreneur critique et un représentant de la jeunesse du Sénégal, une experte en management public issue de la diaspora congolaise, et une Chief Innovation Officer du Bénin pour nous inspirer dans une vision d'avenir de la coopération internationale. À 25 ans, comme le disait une des oratrices, on est jeune et vieux à la fois. Jeune dans le sens où on a encore de l'audace et la capacité d'innover, et en même temps vieux, dans le sens où on est plus sage et qu'on a atteint une certaine maturité. Nous avons la crédibilité d'une organisation reconnue au niveau international, avec un volume d'activités important et un portefeuille de donateurs d'ordre diversifié.

Nous tenons à cette occasion à saluer tou-tes celles et ceux qui ont construit l'organisation au cours des 25 dernières années. Car il est impossible de dessiner demain sans comprendre comment hier s'est formé. Il y avait à l'époque un esprit d'aventure, de gens passionnés pour faire la différence autour d'eux, un esprit rebelle qui reste encore bien présent chez nous et qui, malgré notre croissance récente, fait notre marque de fabrique. Merci à vous toutes et tous d'avoir osé entreprendre et de faire d'Enabel ce qu'elle est aujourd'hui, une organisation reconnue en Europe, en Afrique et Moyen-Orient, pour son savoir-faire, sa capacité d'atteindre des résultats concrets dans des contextes où personne d'autre n'est présent, son agilité et son ambition !



Charles Michel

@CharlesMichel - 28/03/2024

Dans de nombreux pays d'Afrique - du Maghreb aux Grands Lacs en passant par le Sahel et le golfe de Guinée - mais aussi maintenant en Ukraine, les équipes @Enabel_Belgium sont des bâtisseuses de paix.



In memoriam

Ce rapport d'activités est dédié à notre collègue et ami Abdallah Nabhan, 33 ans, et à son fils Jamal, âgé de 7 ans, tués le 25 avril 2024 à Gaza lors d'un bombardement israélien sur la ville de Rafah. Le père d'Abdallah, âgé de 65 ans, son frère de 35 ans et sa nièce de 6 ans ont également perdu la vie.

Collègue dévoué et apprécié, Abdallah avait rejoint Enabel en avril 2020 en tant que Business Development Officer dans le cadre d'un projet européen visant à soutenir les petites entreprises de la bande de Gaza.

Comme tou-tes les autres employé-es d'Enabel à Gaza, Abdallah figurait sur la liste des personnes autorisées à quitter Gaza - liste qui avait été remise aux autorités israéliennes il y a plusieurs mois. Malheureusement, Abdallah est mort avant que sa famille et lui ne soient autorisés à quitter Gaza.

Nous présentons nos plus sincères condoléances à sa famille. Il nous manquera énormément.

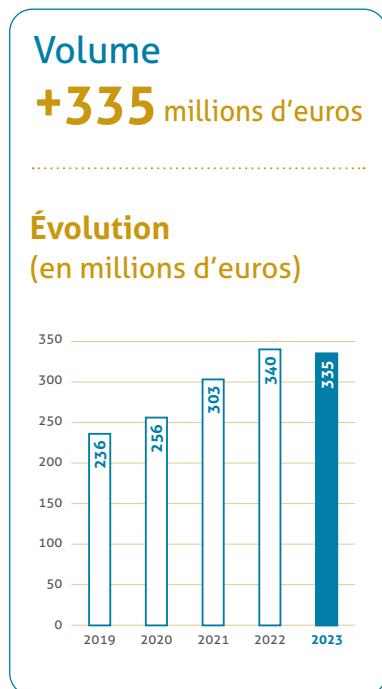
Jean Van Wetter

* | Arash Aazami, Karim Sy, Sobel Ngom, Annie Mutamba, Claude Borna.

Carte d'identité

Enabel est l'Agence belge de développement. Elle exécute la coopération gouvernementale belge et met en œuvre des actions pour d'autres organisations nationales et internationales.

Activités

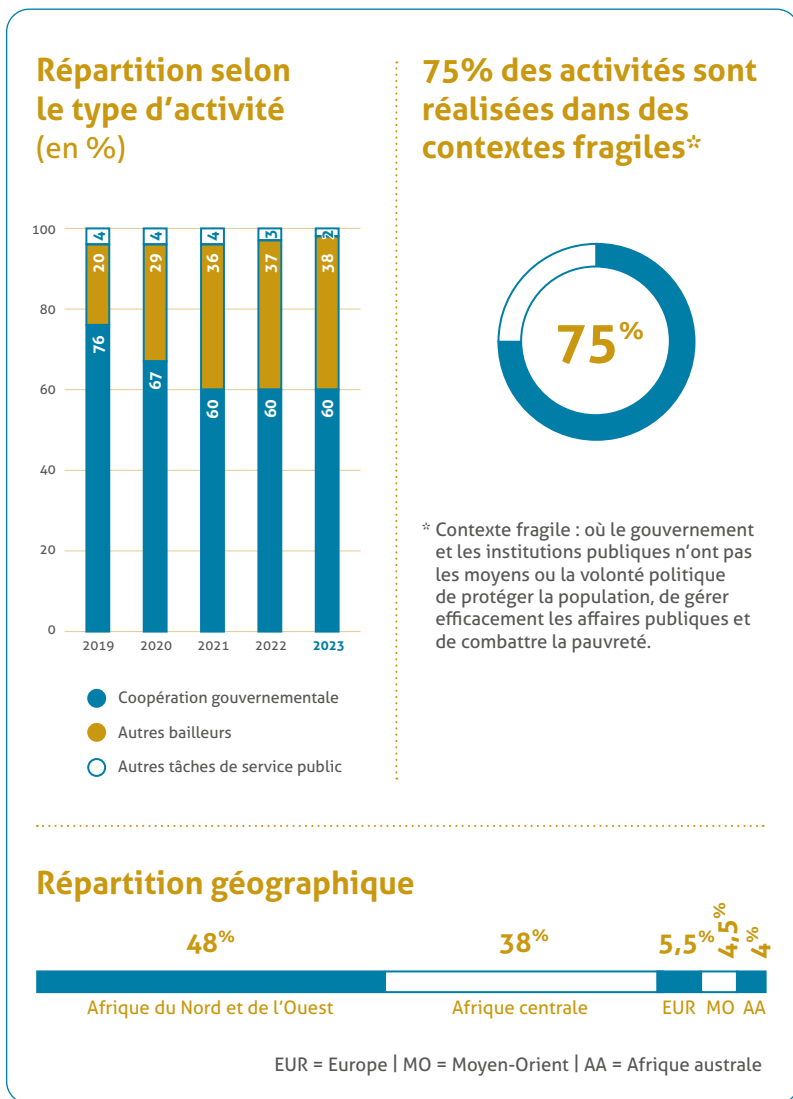


Projets

200 en cours

Expérience

+25 ans

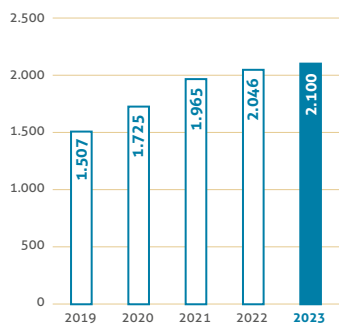


Ressources humaines

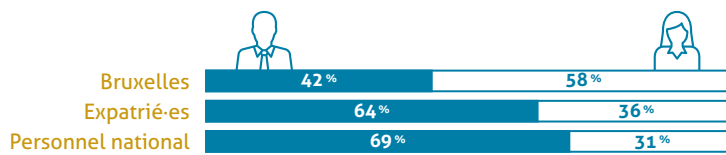
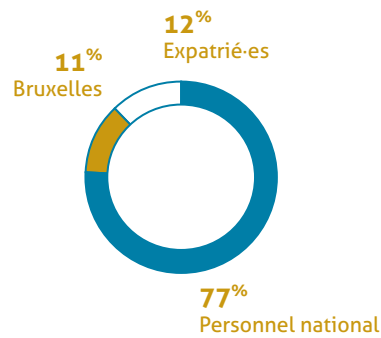
Personnel
2.100

Nationalités
51

Évolution



Répartition



Notre stratégie genre se focalise encore et toujours sur l'atteinte d'un meilleur équilibre homme/femme au sein de notre personnel.

Opérations

Préparation et démarrage de nouveaux programmes de coopération

2023 a été une année inédite en termes de préparation et de lancement de programmes de coopération. La Belgique a approuvé de nouveaux accords de coopération pour onze des quatorze pays partenaires, à savoir : pour la République démocratique du Congo, l'Ouganda, la Tanzanie, le Mozambique, le Burkina Faso, le Bénin, la Guinée, le Burundi, le Rwanda, le Sénégal et le Maroc. Ces programmes représentent au total un budget de plus de 700 millions d'euros répartis sur une période de cinq ans.

Lancement de programmes de coopération dans quatre pays

Le programme de coopération a été effectivement lancé dans quatre de ces pays ; en RD du Congo, il s'agit pas moins de 24 projets pour un montant total de 250 millions d'euros (2023-2027). Quant aux programmes de coopération récemment signés en Ouganda (68 millions d'euros), au Mozambique (25 millions d'euros) et en Tanzanie (25 millions d'euros), ils ont eux aussi démarré. En RD du Congo, notre action s'articule autour de quatre piliers : le renforcement et l'appui à la jeunesse, l'amélioration de l'accès aux services sociaux, l'amélioration de la sécurité alimentaire et la promotion de la bonne gouvernance et des droits humains. En Ouganda, nous avons concentré nos efforts sur la formation professionnelle et le travail décent, ainsi que sur l'accès aux services sociaux et la gouvernance locale. Au Mozambique, l'accent a été mis sur le renforcement institutionnel des partenaires et la transition vers une économie résiliente au changement climatique et à faible émission de carbone. Le « Debt for Climate swap » a permis de dégager un budget supplémentaire de 2,4 millions d'euros qui s'est ajouté au programme de coopération avec le Mozambique. Enfin, en Tanzanie, et plus précisément dans la région de Kigoma, nous avons permis à des filles et des femmes (14-29 ans) de « trouver des emplois décents qui contribuent à la conservation et à la restauration de l'environnement », tel que défini par l'Organisation internationale du Travail. Aussi, une attention est toujours accordée aux communautés vulnérables des zones rurales et des villes.

Préparation de programmes de coopération dans sept pays

Sept programmes de coopération s'étendant sur une durée de quatre à cinq ans ont été préparés et approuvés en 2023. Il s'agit des programmes de coopération avec le Burkina Faso (34,5 millions d'euros), le Bénin (40 millions), la Guinée (34,5 millions), le Burundi (75 millions), le Rwanda (95 millions), le Sénégal (40 millions) et le Maroc (30 millions).

Ces programmes visent une amélioration structurelle et durable des conditions de vie des groupes vulnérables dans les pays partenaires, essentiellement les jeunes et les femmes. Leurs priorités sont donc principalement axées sur le développement durable de l'agriculture, la sécurité alimentaire, l'accès aux services de base, les soins de santé ainsi que l'enseignement et les droits sexuels et reproductifs.

Défis à relever par les programmes en cours dans des contextes de fragilité

Le volume des 131 projets en cours dans les pays partenaires qui, au 1^{er} janvier 2024, sont financés par la Belgique, s'élève à 1.187 millions d'euros.

Les programmes de coopération en cours au Niger, dans les Territoires palestiniens, au Sahel et en Afrique centrale font face à des défis opérationnels consécutifs à des conflits et des événements (géo)politiques.

Au Sahel, en raison de tensions politiques et sociales, le programme de coopération au Niger (50 millions d'euros) a pris du retard. Après le coup d'État intervenu fin juillet 2023 au Niger, 2 projets d'Enabel ont été mis « en suspens ». Il s'agit notamment du projet 3D à Torodi, censé promouvoir une collaboration entre la Défense belge, la Diplomatie et la Coopération au développement (Development) en vue d'apporter un appui aux autorités locales de Torodi, et d'un projet européen de soutien d'une économie locale et inclusive axée sur la protection et la gestion durable des richesses naturelles. Le portefeuille Climat au Sahel (50 millions d'euros),

dont l'objectif est d'améliorer la gestion intégrée des ressources naturelles et de réhabiliter durablement les écosystèmes dans une zone de 40.000 ha, a également été confronté à des défis opérationnels. Les aspects sécuritaires ont joué un rôle important à cet égard. Ainsi, le passage à une autre région du Mali a entraîné des retards considérables. Quant aux événements politiques qui sont survenus dans les autres pays du Sahel, ils ont eux aussi eu un impact sur les activités.

Ainsi, en Afrique centrale, le contexte régional a entravé la bonne exécution du portefeuille thématique relatif à la protection sociale (50 millions d'euros). Et pourtant, les ambitions restent inchangées, à savoir, fournir durant les années à venir une meilleure protection sociale à un minimum de 60.000 personnes au Rwanda, en RD du Congo et en Ouganda, et permettre à quelque 20.000 demandeur-euses d'emploi de trouver un travail décent.

Les activités menées dans le cadre de la collaboration dans les Territoires palestiniens (70 millions d'euros) ont été sérieusement mises à mal en raison des événements qui se sont déroulés dans et autour de Gaza, à compter du 7 octobre 2023. Le programme à Gaza, qui se focalise sur l'accompagnement de jeunes Palestiniens au niveau de la formation et de l'emploi, ainsi que sur le climat et l'environnement, a été suspendu. En effet, les tensions en Cisjordanie et à Jérusalem compliquent la mise en œuvre. Tant au Niger que dans les Territoires palestiniens, le personnel international a été temporairement évacué durant l'année 2023.

Nouveaux projets pour des mandants tiers

Au cours de l'année 2023, 22 nouveaux contrats et 4 avenants à des contrats existants pour un budget total de plus de 164 millions d'euros ont été signés avec 8 bailleurs différents. 3 de ces nouveaux contrats ont été signés en partenariat avec d'autres agences d'États membres de l'Union européenne. L'objectif du plan d'entreprise, en termes de contrats signés pour 2023, a été atteint puisqu'il s'agissait d'atteindre un volume signé total de 160 millions d'euros.

Ainsi, le volume de projets en partenariat avec les bailleurs européens et internationaux en cours d'exécution au 1er janvier 2024 s'élève à 656 millions d'euros pour 83 projets, principalement mis en œuvre dans nos pays partenaires.

93,5 % des financements signés en 2023 pour les projets en partenariat avec des bailleurs européens et internationaux sont directement complémentaires

aux programmes bilatéraux. L'approche Team Europe continue de créer un cadre favorable à la mobilisation de financements européens directement complémentaires aux portefeuilles bilatéraux et liés aux priorités de la Coopération belge. La signature de contrats avec les Pays-Bas et le Luxembourg, qui contribuent directement à nos programmes de coopération gouvernementale au Bénin, au Rwanda et en RD du Congo, en sont des exemples concrets. Enfin, dans une optique de concrétisation du Memorandum of Understanding signé entre la Belgique et la Bill & Melinda Gates Foundation, un projet spécifique de renforcement des systèmes de santé (mettant tout particulièrement l'accent sur la malaria) sera mis en œuvre par Enabel au Niger et au Burundi.

Focalisation accrue sur l'implication du partenaire et meilleure qualité

Le nouveau contrat de gestion conclu entre Enabel et l'État belge, qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2023, a promu la flexibilité et l'efficacité au stade de la préparation des programmes de coopération. Le partenaire bénéficie d'une place encore plus prépondérante et est davantage impliqué encore dans les choix stratégiques et opérationnels permettant de garantir la durabilité.

Enabel a organisé l'évaluation de 22 projets et d'un programme dans 13 pays différents, ce qui a permis de mieux comprendre les performances et d'orienter les processus décisionnels. Différentes évaluations ont estimé que nos programmes étaient pertinents à très pertinents (98 %) et efficaces (85 %). Une amélioration est possible sur le plan de l'efficacité (62 %) et de la durabilité (60 %). En 2023, Enabel a présenté une nouvelle politique en matière d'évaluation, qui a été mise en œuvre pour toutes les évaluations à réaliser à partir de 2024. Cette politique constitue une étape cruciale dans le renforcement de l'apprentissage stratégique au sein de l'organisation. Elle nourrit en effet l'ambition claire d'améliorer tant l'utilité que la qualité des évaluations.

Enfin, une augmentation significative des marqueurs de genre 1 et 2 du CAD de l'OCDE dans les formulations a été relevée. En d'autres termes, l'égalité de genre a été un objectif majeur et mûrement réfléchi, voire le principal objectif du projet. Nous pouvons faire état, pour le premier semestre de 2023, d'un taux de 41,7 % pour le marqueur 1 ; quant au budget alloué aux marqueurs 1 et 2, il a lui aussi considérablement augmenté (60 % des programmes évalués contre 39 % pour le premier semestre de 2022).



© Adobe Stock

Puissance collective



Dans les pages suivantes, nous présentons une sélection d'articles qui abordent plus en détail certains thèmes, événements, réalisations ou idées qui ont fait l'objet d'une attention particulière en 2023. Nous faisons la rétrospective d'une année passionnante qui renferme d'ores et déjà les germes d'un avenir non moins intéressant.

N'hésitez certainement pas non plus à parcourir la version électronique de ce rapport d'activités pour lire davantage de récits et de témoignages provenant de différents pays d'Europe, d'Afrique et du Moyen-Orient.



Paix et sécurité

L'Ukraine : nouveau pays, nouveaux défis

Une guerre en Europe. Il y a quelques années, cette perspective paraissait improbable. Pourtant, le 24 février 2022, un conflit armé d'une ampleur inédite depuis 1945 éclate sur le vieux continent.

Deux ans plus tard, alors que la guerre dévaste l'Ukraine, de nombreux pays redoublent d'efforts pour soutenir les populations et reconstruire le pays. La Belgique en fait partie.

En décembre 2023, le gouvernement belge mandate notre organisation pour lancer un programme de soutien à la reconstruction en Ukraine. Au-delà de notre expertise reconnue dans la coopération au développement « classique », c'est notre rôle de facilitateur et de mobilisateur d'expertise publique qui est mis en avant dans un esprit Team Belgium.

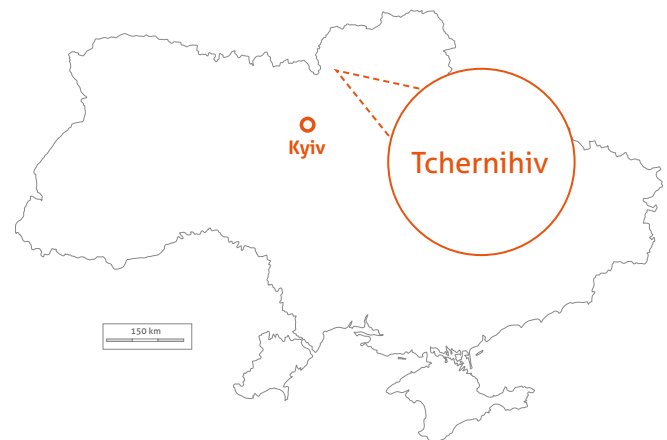
A travers un programme de reconstruction, doté d'un budget de 150 millions d'euros sur quatre ans, Enabel apportera un soutien particulier aux domaines de la santé et de la protection sociale, de l'éducation et de l'emploi. Un effort important sera consacré à l'efficacité énergétique et l'énergie verte - 20 millions d'euros sont dédiés à cet aspect.

Ces actions se concentreront principalement sur les régions de Tchernihiv (au Nord-Est de la capitale) et de Kyiv.

Tout comme le changement climatique ou les inégalités sociales, la paix est un défi mondial inscrit au cœur des priorités d'Enabel.

Ces défis, par leur interdépendance, nous affectent toutes et tous. C'est pourquoi, malgré un ancrage traditionnel en Afrique et au Proche Orient, c'est sur le continent européen qu'Enabel ouvre aujourd'hui un nouveau chapitre.

Un programme audacieux qui, compte tenu de la volatilité du contexte géopolitique, se voudra extrêmement flexible. Audacieux donc, mais essentiel car, comme le disait Albert Camus : « La paix est la seule bataille qui vaille la peine d'être menée. »



Février-Août 23

Analyse des besoins et mapping des partenaires



Septembre 23

Mission de prospection et de cadrage



Octobre 23

Approbation en Conseil des Ministres



Décembre 23

Validation de l'enveloppe budgétaire



2024

Formulation du programme et démarrage des activités

Paix et sécurité

Sous l'instabilité sahélienne, l'indispensable coopération internationale

Au cours des trois dernières années, la région du Sahel africain a connu une vague de coups d'État dans sept pays, de la Guinée sur l'océan Atlantique au Soudan sur la mer Rouge.

Cinq coups d'État militaires ont réussi dans cinq pays, au Mali, au Burkina Faso, en Guinée, au Niger et au Gabon, tandis que deux autres nations - le Tchad et le Soudan - ont connu des coups d'État constitutionnels.

Les réactions internationales disparates à ces coups d'État soulignent la complexité de la concurrence régionale et internationale intense entre les grandes puissances.

L'Afrique est en effet devenue un carrefour de convoitises géopolitiques. Venues de la Chine et de la Russie notamment, qui y organisent des campagnes de désinformation massives visant à fragiliser l'Occident ; mais aussi des pays du Golfe, à l'instar des Émirats arabes unis et du Qatar, qui disposent de fonds financiers colossaux.

Défendre pour mieux coopérer

Si l'Europe a des intérêts stratégiques en Afrique, son influence y décroît à vive allure. De la même manière, la coopération européenne et belge avec l'Afrique, inscrite dans une logique de solidarité, doit s'adapter à la nouvelle donne géopolitique mondiale.

D'une part, la coopération internationale et les doctrines de politique étrangère doivent mutualiser leurs expertises et travailler ensemble. En effet, la diplomatie permet de créer un cadre pacifique, propice à la mise en œuvre de la coopération internationale et de partenariats égaux.

D'autre part, la guerre en Ukraine a confirmé ce que la plupart des États semblaient avoir négligé : l'Europe doit être en mesure de prévenir toute ingérence extérieure et revoir à la hausse les budgets alloués à la défense.

Mais il serait une erreur de brader la coopération, vecteur de coopération, au profit de la défense militaire, vecteur de sécurité. Sans paix, pas de développement... et inversement. Le contexte géopolitique appelle à une approche globale : ainsi, l'aggiornamento de la doctrine de défense européenne doit aller de pair avec le renforcement des instruments de la coopération internationale - y compris la diplomatie - pour créer les conditions de la paix, de la sécurité et du progrès. Plus que jamais nous devons investir dans leurs synergies et leurs complémentarités.

Le nouveau visage de la coopération internationale

Si les coups d'États précités ne sont pas justifiables aux yeux de nos démocraties, il ne doit pas en résulter une cessation de toute coopération – au risque de voir d'autres acteurs conforter leur emprise autoritaire.

Il est primordial de convaincre nos partenaires africains de relever ensemble les défis mondiaux, contribuer à la création de valeur ajoutée sur le continent africain, et renforcer nos liens économiques et nos partenariats internationaux. Souvent appréciée pour son approche modeste et pragmatique, la Belgique doit aspirer à faire mieux. Cela implique d'aligner nos actions sur les priorités formulées par les États africains, et d'utiliser l'expertise publique belge pour créer une véritable dynamique de changement. C'est ainsi que nous pourrions concevoir le partenariat international comme un outil de coopération durable.



Protection sociale



© Belgium Foreign Affairs, Foreign Trade and Development Cooperation

Intensification de la lutte contre le paludisme

Dans le cadre d'une action concertée de lutte contre le paludisme, Enabel, la Bill & Melinda Gates Foundation et Bluesquare ont établi un partenariat stratégique qui leur permet d'intensifier leurs efforts au Niger et au Burundi.

Avec un nombre estimé de 249 millions de cas en 2022, se soldant par le décès d'environ 608.000 personnes, le paludisme demeure un terrible fléau, principalement en Afrique.

Enabel et ses partenaires s'attaquent aux causes fondamentales du paludisme en recourant à diverses stratégies, notamment l'amélioration de l'accès à des soins de santé de qualité, l'intégration des activités locales de lutte antipaludique dans les systèmes de santé existants, le renforcement des capacités des programmes nationaux de lutte antipaludique, le développement de systèmes innovants de surveillance et de réaction au paludisme ainsi que l'intensification des efforts de recherche sur cette maladie.

Toutes ces activités viennent en complément des programmes bilatéraux belges en cours, mis en œuvre au Burundi et au Niger et visant à consolider les systèmes nationaux de santé plus larges. Ces synergies garantissent l'intégration de la lutte antipaludique dans une stratégie globale, qui non seulement nourrit l'objectif de lutter contre cette maladie, mais ambitionne également une amélioration des services de santé dans leur ensemble.

Au Burundi, nos efforts se concentrent sur les provinces de Kirundo et Cibitoke en vue d'appuyer de façon significative l'amélioration des infrastructures de soins de santé, des parcours de soins des patient-es et de la gestion durable des équipements biomédicaux. Pendant ce temps, au Niger, nos équipes se déploient dans les régions méridionales de Dosso et Tillabéri, dans le but d'améliorer la gestion du paludisme, de renforcer les capacités des autres districts et d'appuyer le programme national de contrôle du paludisme au niveau central.

Pour sa part, Bluesquare, une entreprise belge spécialisée dans la santé numérique et dotée d'une grande expertise dans le traitement des données sanitaires, soutiendra les programmes nationaux de lutte antipaludique dans leurs activités de surveillance et de planification opérationnelle.

À travers leur mise en œuvre de solutions innovantes fondées sur une approche globale, Enabel, la Bill & Melinda Gates Foundation et Bluesquare visent à avoir un impact significatif et durable pour intégrer la lutte contre le paludisme dans des systèmes de santé solides.

Protection sociale

Moderniser, former, soigner

Depuis plus de dix ans, Enabel place la santé au cœur de sa coopération avec le Burundi. Une collaboration qui s'est notamment traduite par la construction et mise aux normes d'infrastructures médicales, la digitalisation des services de santé, la formation du personnel soignant, et bien d'autres initiatives essentielles.

Des infrastructures modernes

La mise aux normes des infrastructures sanitaires existantes et des équipements médicaux fut un point d'orgue de notre travail : pas moins de 66 centres de santé ont été rénovés, et une stratégie de maintenance des infrastructures et de leurs équipements est désormais opérationnelle.

L'hôpital de Kiganda dans la province Muramvya, dessert pas moins 200.000 personnes avec des services de santé complets.

Dans un pays où l'approvisionnement en eau et en électricité s'avère instable, le travail d'Enabel et des autorités nationales a permis d'équiper 52 centres de santé en énergie solaire, et 28 en eau potable. Des groupes électrogènes indépendants permettent également aux professionnel·les de santé de se prémunir de toute coupure de courant, et d'exercer dans des conditions optimales.

La digitalisation, enjeu de santé publique

Dans un monde où la digitalisation est devenue incontournable, le risque de fracture digitale apparaît comme une menace au développement individuel et collectif. Le secteur de la santé n'y échappe pas. A travers des initiatives transversales soutenues par la Belgique et l'Union européenne, plus de soixante hôpitaux et centres de santé ont été digitalisés, utilisant des outils numériques pour une gestion optimisée des ressources et un suivi amélioré des dossiers des patients. La création d'une plateforme centralisée regroupant l'ensemble des données de santé a également été mise sur pied.

Un personnel qualifié

Pour fournir des soins de santé de qualité, les professionnel·les de santé doivent certes disposer d'infrastructures et d'équipements modernes. Mais ils-elles doivent également disposer des connaissances et des formations les plus récentes possible. C'est dans cette logique qu'une réforme des formations médicales s'est imposée.

En étroite collaboration avec le Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida, l'approche de formation par compétence a désormais été adoptée au niveau national. Celle-ci a permis de former nombre de médecins et d'infirmier·ères à la chirurgie de district, d'améliorer la qualité de la prise en charge des patient·es, et de créer dans certains centres des services de chirurgie d'urgence.



© Enabel



« Auparavant, il était difficile d'avoir un suivi des donneur·euses de sang, ou d'en trouver un·e pour des besoins en rhésus rares. Maintenant, il nous suffit juste de consulter notre base de données et de l'appeler. »

Ndayiragije Audifax

Chargé informatique au Centre national de transfusion sanguine

Protection sociale



© Enabel



© Enabel

Travail décent pour une meilleure protection sociale

Un travail décent et à part entière procure un revenu et une stabilité sociale et financière. Un revenu permet aux personnes de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille, ce qui les rend moins dépendantes de l'aide sociale ou d'autres formes d'appui.

En d'autres termes, une personne qui travaille est moins vulnérable qu'une qui ne travaille pas.

Selon l'Organisation internationale du Travail, un emploi décent est « un travail productif et offrant un revenu équitable, la sécurité sur le lieu de travail et la protection sociale des familles; de meilleures perspectives de développement personnel et d'intégration sociale; la liberté pour les gens d'exprimer leurs préoccupations, de s'organiser et de participer aux décisions qui affectent leur vie; et l'égalité des chances et de traitement pour toutes les femmes et tous les hommes. »

Emplois – Droits – Protection – Dialogue

Le travail d'Enabel dans ses projets s'articule autour de quatre axes en vue de parvenir à un travail décent pour toutes et tous.

Il en va avant tout de la création d'emplois. Pour ce faire, Enabel se concentre sur les petites et moyennes entreprises tout en travaillant sur l'ensemble du secteur (filère) auquel elles appartiennent. Au moyen de formations et du recyclage, les demandeurs et demandeuses d'emploi sont préparés au marché du travail. Et nous accompagnons les services de l'emploi afin qu'ils fonctionnent plus efficacement et répondent au mieux aux besoins du marché du travail.

Les droits des travailleurs et travailleuses constituent un deuxième point d'attention. Enabel collabore au cadre réglementaire des pays partenaires et consolide les services concernés, tels que l'inspection du travail, par exemple.

Le troisième pilier de l'action est la protection sociale des travailleur-euses (vulnérables). Des campagnes de sensibilisation et des formations permettent de leur faire prendre conscience de l'importance et des avantages d'une assurance maladie.

Enfin, la promotion du dialogue social constitue un quatrième pilier majeur de notre action. Souligner l'importance de ce dialogue, impliquer les parties concernées et créer les conditions dans lesquelles ce dialogue peut être établi, ce sont là les aspects les plus significatifs de notre travail.

Partenaires nationaux et internationaux

Enabel collabore avec toute une série de partenaires d'horizons divers, disposant tous d'une expertise particulière dans les différents aspects du travail décent et de la protection sociale : il s'agit d'organisations internationales telles que l'OIT, la CAE (Communauté d'Afrique de l'Est), de syndicats et de mutuelles, de services de l'emploi, d'universités et de centres de recherche.



© Enabel

Groupe cible : 2 millions de personnes

Le programme thématique « Travail décent et protection sociale » de la coopération internationale belge s'étend sur cinq ans et couvre trois pays : la RD Congo, le Rwanda et l'Ouganda. Chacun de ces pays compte un projet s'adressant aux jeunes et aux femmes âgés de 16 à 30 ans.

En résumé, il vise à informer plus de 2 millions de personnes sur les normes du travail et les droits des travailleur-euses, ainsi que sur la protection sociale.

60.000 personnes bénéficieront d'une meilleure protection sociale et 30.000 verront leurs droits au travail renforcés. 20.000 jeunes seront pour leur part épaulés afin de décrocher un emploi à part entière. Des salaires plus élevés, de meilleures conditions de travail, une meilleure protection sociale, des services publics plus performants. Et le fait qu'il y ait des projets en cours dans trois pays permet un échange précieux d'expériences qui peut s'avérer une source d'inspiration, même pendant la mise en œuvre du projet, pour contourner les difficultés et mieux exploiter encore les opportunités.



En RD Congo, nous coopérons entre autres avec l'organisation patronale Fédération des Entreprises du Congo (FEC) et l'Office national de l'emploi (ONEM). Les activités à Kinshasa, Kolwezi et Lubumbashi se concentrent sur les femmes et les jeunes, dans l'agriculture, le travail domestique, les services de taxi et l'exploitation minière informelle (cobalt).



En Ouganda, dans les régions de Rwenzori et d'Albertine à l'ouest du pays, l'accent est mis sur l'agriculture, le café et le cacao étant les principaux produits d'exportation. Une attention toute particulière est également accordée au tourisme, qui a régressé de 60 % en raison de la crise du COVID, ainsi qu'à l'économie verte, soit des secteurs à fort potentiel de croissance.



Enfin, au Rwanda (Kigali, Rubavu, Karongi, Rusizi, Nyamasheke), ce sont les secteurs de l'exploitation minière, de la construction et du commerce qui ont été choisis. Ce sont là certes des secteurs à potentiel de croissance, mais où les conditions de travail pourraient être améliorées (contrats, santé et sécurité au travail, rémunération équitable, représentation des travailleuses et travailleurs, sécurité sociale, etc.). L'amélioration des relations entre employeurs et employé-es passent notamment par des conventions collectives de travail.

Protection sociale

Vers l'équité en matière de santé

Systèmes de santé solides, couverture santé universelle et participation sociale.

Présidence belge du Conseil de l'UE

Jusqu'au 30 juin 2024, la Belgique assure la présidence du Conseil de l'UE. Depuis de nombreuses années, l'Union européenne promeut la réalisation de la couverture sanitaire universelle et joue un rôle de premier plan au niveau mondial dans le renforcement des systèmes de santé nationaux. Grâce notamment à la participation d'Enabel au projet européen MAV+, qui vise à rendre l'Afrique plus autonome en termes de production de vaccins et de disponibilité de médicaments, la Belgique a choisi de faire des soins de santé universels le thème central de sa présidence du Conseil de l'UE, sous le thème « Accès équitable et en temps voulu à des produits et services de santé de qualité ».

Un tiers de la population mondiale n'a pas accès aux médicaments vitaux. La crise du COVID-19 a démontré que personne n'est en sécurité tant que tout le monde ne l'est pas. Ce n'est qu'une question de temps avant qu'une nouvelle pandémie ne se produise, et la crise climatique ne fait qu'accélérer cette possibilité. Des systèmes de santé solides et résilients ainsi qu'un accès équitable à des médicaments de qualité sont donc essentiels pour faire face à la prochaine pandémie. La Belgique promeut le droit universel aux soins de santé, en ce compris les soins de santé mentale, et le droit d'accès à des produits et services de santé de qualité. Le droit aux soins de santé est par ailleurs depuis de nombreuses années déjà un thème central de la coopération internationale belge.

Le 23 avril 2024, la présidence belge du Conseil de l'UE, en collaboration avec Enabel et BeCause Health, a organisé la conférence internationale intitulée « Vers l'équité en matière de santé : systèmes de santé solides, couverture santé universelle et participation sociale ». Plus de 200 décideur-euses politiques, universitaires, expert-es et représentant-es d'organisations de la société civile européenne et africaine y ont participé, et ont discuté de la manière de renforcer les systèmes de santé pour parvenir à une couverture sanitaire universelle. Ils ont formulé des objectifs politiques visant à élargir l'accès à un ensemble de services de santé de base, à encourager l'investissement dans les systèmes de santé et à soutenir la participation sociale dans les processus de santé.



À ce jour, l'Afrique ne produit que 1 % des vaccins dont elle a besoin. Pour relever ce défi, l'initiative Team Europe MAV+ soutient les ambitions de l'Union africaine quant à une production locale résiliente de vaccins et de produits de santé, ainsi qu'à un écosystème pharmaceutique renforcé sur le continent.

Au Sénégal et au Rwanda, Enabel établit des partenariats avec les autorités réglementaires nationales (l'Agence sénégalaise de réglementation pharmaceutique ARP et la Rwanda Food and Drug Administration) afin de réglementer de manière exhaustive les produits de santé, en ce compris la fabrication de vaccins, de renforcer les laboratoires de contrôle de la qualité (afin de réduire le nombre de produits de santé de qualité inférieure ou falsifiés) et de fournir des conseils techniques.

Enabel favorise une approche Team Belgium dans les deux pays à travers la mobilisation de l'expertise de Quamed, d'universités (IMT Anvers, ULB, ULiège...), de l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé, et de Sciensano.

Grâce au partenariat avec Sciensano, la Rwanda FDA bénéficie de l'expertise des agences réglementaires européennes ainsi que de la formation de son personnel. En outre, les équipes d'Enabel et de MAV+ collaborent avec l'Université du Rwanda, l'ULB et l'Institut de médecine tropicale pour renforcer les capacités de recherche ainsi que l'éthique de la recherche, et pour fournir des équipements de laboratoire.

Regardez la vidéo
« Successful partnership:
Sciensano, Rwanda FDA
& Enabel » sur Youtube
(en anglais)



Climat

Façonner le paysage énergétique de demain



© Adobe Stock

L'urgence climatique nous pousse à repenser nos économies, mettant en avant la transition énergétique comme pilier central de la lutte contre le changement climatique.

Cette réponse comprend à la fois des mesures d'adaptation, telles que la rénovation de bâtiments ou la végétalisation urbaine, et des actions d'atténuation, visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre en utilisant notamment des ressources durables et bas-carbone.

La transition énergétique et le développement de solutions telles que les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, l'hydrogène vert et le dessalement à partir d'énergies renouvelables offrent une opportunité de diversification économique et d'innovations nécessaire à la lutte contre le changement climatique.

Transition énergétique : la promesse de l'hydrogène vert

Avec l'objectif de construire une société climatiquement neutre d'ici 2050, l'hydrogène vert apparaît comme un vecteur d'énergie prometteur pour des secteurs et/ou des applications à forte intensité énergétique difficile à décarboner - comme la sidérurgie, l'industrie chimique, ou les transports long-courriers maritimes. Contrairement à l'hydrogène gris, produit à base d'énergies fossiles, l'hydrogène vert est obtenu par le biais de sources d'énergies renouvelables.

L'émergence d'une économie mondiale de l'hydrogène présente des opportunités long-terme pour l'Afrique notamment : en stimulant l'industrialisation bas carbone et la création d'emplois locaux, et empêchant ainsi que le fossé mondial de la décarbonation ne se creuse davantage.

En Afrique subsaharienne, où 600 millions de personnes n'ont toujours pas accès à l'énergie (alors que la demande devrait quadrupler au cours des 20 prochaines années), le développement à grande échelle de l'hydrogène vert offrirait une double opportunité : le déploiement des énergies renouvelables à grande échelle d'une part - facilitant l'indépendance énergétique - la croissance économique du pays tirée par l'industrialisation verte d'autre part. Cette perspective revêt une importance

accrue, notamment avec la décision de l'UE d'appliquer, à partir de 2026, une taxation des importations basée sur leur impact environnemental (CBAM – Cross-border adjustment mechanisms).

Une approche belge concertée

La Belgique occupe une position de leader internationalement reconnu dans le secteur. De nombreuses entreprises et instituts belges sont en effet déjà actifs dans la chaîne de valeur de l'hydrogène. Dans ce contexte, Enabel a organisé deux tables rondes sur le sujet en 2023, initiant la réflexion sur le rôle potentiel des acteurs de la coopération et développement dans l'émergence de ce secteur en Afrique. Une analyse pays a été réalisée à cet effet. Les tables rondes ont réuni des acteurs aussi bien publics, en la présence des cabinets de la Ministre de la Coopération au développement et de la Ministre de l'Energie, que privés, à l'instar de John Cockerill et CMB.TECH.

Agissant en tant que facilitateur, Enabel a identifié quatre domaines d'interventions :

- l'appui gouvernemental et institutionnel ;
- le développement de l'écosystème privé et l'industrialisation bas-carbone ;
- le renforcement des compétences et expertises locales ;
- l'accès au financement (à travers la Société belge d'investissement, BIO-Invest).

Ces tables rondes ont permis d'établir une compréhension commune du rôle des acteurs du développement dans ce secteur et de valider des actions concrètes identifiées dans quelques pays prioritaires, tels que le Maroc, le Mozambique et la Namibie.

C'est dans cette dynamique de collaboration accrue qu'Enabel poursuit les échanges avec l'Union européenne, le gouvernement belge et le secteur privé, en vue de mettre sur pied des projets tangibles, pour un secteur extrêmement prometteur.

Climat



© Enabel

Le lac Tanganyika, dernier refuge d'un écosystème menacé

Un lac vieux de 10 millions d'années. Abritant plus de 4.500 espèces animales et végétales, dont presque la moitié sont endémiques...

Aux confins du Burundi, de la République démocratique du Congo, de la Tanzanie et de la Zambie, se trouve le lac Tanganyika. Véritable océan miniature à l'écosystème unique, la région du lac ne compte pas moins de 13 millions d'habitants, dont 2 millions vivent le long du littoral.

Véritable merveille naturelle du monde, sa biodiversité exceptionnelle est gravement menacée par l'activité humaine – environ 200.000 tonnes de poisson y sont pêchées chaque année – mais pas seulement : la pression démographique, le changement climatique, l'urbanisation et la pollution sont autant de facteurs qui mettent en péril l'équilibre du lac.

Financé par l'Union européenne, le Lake Tanganyika Water Management project (Latawama) veut garantir un avenir durable à la région et à ses habitant-es.

Jeter les bases d'une gestion durable du lac

Le déploiement d'un réseau de surveillance environnementale des eaux du lac est indispensable pour assurer sa gestion pérenne. Pour ce faire, Enabel et

l'Autorité du Lac Tanganyika (ALT), constituée des quatre pays riverains, ont mis en place une base de données et un système informatique géographique permettant de mesurer la qualité des eaux. Ces outils sont alimentés par quatre laboratoires régionaux d'analyse, réhabilités et modernisés par Enabel, situés à Bujumbura (Burundi), Kigoma (Tanzanie), Uvira (RDC) et à Mpulungu (Zambie).

Grâce au soutien financier de la Région wallonne, à hauteur de 500.000 euros, ces laboratoires ont été équipés d'installations solaires photovoltaïques pour assurer leur fonctionnement indépendamment des réseaux électriques locaux peu fiables, leur garantissant ainsi un fonctionnement continu.

Vers une gestion durable des déchets urbains

Pour assurer une gestion durable du lac, il est également crucial de lutter contre les pollutions urbaines. En concertation avec les acteurs publics, nous avons développé une série d'actions axées sur la gestion des déchets solides et des eaux usées dans les zones bordant le lac.

Forte d'1,2 millions d'habitant-es, la ville de Bujumbura est confrontée au défi colossal de la gestion des eaux usées. Sa station d'épuration est la seule existante sur l'ensemble des villes riveraines du lac ; le projet Latawama l'a équipé afin d'améliorer son fonctionnement. Cette station joue un rôle essentiel dans la politique environnementale de la ville, mais représente également un enjeu majeur de salubrité publique, certaines villes faisant par exemple face à des épidémies de choléra.

En République démocratique du Congo, la prison d'Uvira abrite plus de 1.200 détenus dans des conditions précaires, entraînant des risques sanitaires et un impact environnemental sur le lac. En collaboration avec la MONUSCO (Mission des Nations Unies pour le Congo) Enabel a installé des toilettes, douches et lavabos, ainsi que des systèmes de collecte et de recyclage des eaux de pluie. Les toilettes sont reliées à un biodigesteur qui alimente les cuisines en gaz, évitant ainsi la combustion de bois. Cela améliore les conditions de vie des détenus, tout en limitant l'impact de la prison sur l'environnement et la qualité des eaux du lac.

La gestion des eaux usées est un défi majeur, mais c'est loin d'être le seul : avec l'augmentation de la population, la production des déchets solides s'est elle aussi aggravée. Le manque de moyens financiers empêche les villes de gérer cet afflux. C'est pourquoi nous soutenons les autorités des grandes villes côtières dans l'élaboration et la mise en œuvre de plans de gestion des déchets.

M. Cléophas Bizabishaka, représentant de l'OBuha (Office Burundais de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction) en charge de la station d'épuration de Bujumbura, précise : "Les lits de séchage des boues de la station n'étaient plus opérationnels. Grâce au projet Latawama, nous avons eu l'opportunité de les réhabiliter

afin d'améliorer l'efficacité des bassins de traitement des eaux. Le projet a également soutenu le laboratoire de la station d'épuration à travers des équipements analytiques et des réactifs, ainsi que la numérisation du réseau de raccordement des eaux usées".

À Kigoma, en Tanzanie, nous travaillons avec la municipalité pour améliorer la gestion des déchets en fournissant des équipements, des conteneurs et des infrastructures pour collecter, stocker et transporter les déchets. Nous menons également des campagnes de sensibilisation auprès des communautés et d'organisations de la société civile. Pour consolider ces changements de comportement de manière durable, Enabel a également appuyé la révision des textes réglementaires relatifs à la gestion des déchets, visant à clarifier les rôles et responsabilités des différents acteurs, assurer la viabilité financière du système et promouvoir des pratiques durables telles que la réduction des déchets, le tri à la source et le compostage.

Alors qu'elle touche à sa fin, l'initiative Latawama a jeté les bases d'un réseau de surveillance environnementale et a réalisé de nombreuses actions ciblées dans les villes côtières du lac. Mais le projet n'a pas dit son dernier mot : grâce au soutien de l'Union européenne, nos activités se poursuivront dans la région jusqu'en 2029. Elles permettront de mettre à l'échelle certaines des initiatives menées, de favoriser une gestion transfrontalière des ressources en eau, et de promouvoir des activités économiques circulaires dans la région.

Regardez le documentaire
"Les eaux du lac Tanganyika, un
écosystème menacé" sur YouTube



« La salubrité publique et la santé des populations est indissociable de l'amélioration de l'environnement et de la protection du lac Tanganyika. »

Didier Cadelli
Chef de projet

Climat



© Adobe Stock

Comment financer notre futur ?

A l'heure où les crises climatiques se succèdent en cascade, la nécessité de limiter le réchauffement climatique à +1,5 degrés n'a jamais été aussi prégnante.

Les récentes conclusions de la COP28 font écho à ce besoin, en affirmant la nécessité de sortir des énergies fossiles et de promouvoir une transition énergétique durable. La transition vers des sources d'énergie renouvelables n'est pas seulement un prérequis pour atténuer les effets du changement climatique : elle permettrait également de faire face à d'autres défis mondiaux qui lui sont liés, comme la pauvreté et les inégalités sociales.

Une transition énergétique durable est désormais une condition sine qua none pour assurer que notre planète reste habitable. Cependant, plus que de la bonne volonté politique, elle exige la mise en place d'un cadre financier solide et de mécanismes innovants de financement à une échelle sans précédent.

Échange de dettes : le nouveau souffle du climat

Parmi les nouveaux outils existants, la conversion de dettes en actions de lutte pour le changement climatique – également appelée « échange dette-climat » - est l'approche choisie par la Belgique pour soutenir la

transition énergétique du Mozambique : Enabel a facilité les négociations entre les deux pays, aboutissant à une annulation d'une partie de la dette souveraine du Mozambique envers l'État belge.

Cet échange, qui s'élève à environ 2,4 millions d'euros, permettra au Mozambique d'investir dans des projets qui permettront aux populations de mieux se prémunir des effets adverses du changement climatique, et de limiter les dommages futurs.

Enabel travaille par exemple avec les autorités mozambicaines pour mettre en place des systèmes d'alerte précoce pour les cyclones, dans les districts qui en sont dépourvus. Peu onéreux et faciles à mettre en place, ces systèmes peuvent réduire considérablement l'impact d'une catastrophe en prévenant les populations d'un danger imminent. En complément, la planification spatiale intégrée constitue un autre axe d'action : celle-ci permet notamment de comprendre les risques et le potentiel liés à certaines zones sujettes aux catastrophes naturelles, de les cartographier, et d'optimiser l'emplacement de certaines infrastructures.



© Enabel - Isabel Corthier

En somme, l'échange dette-climat est une solution innovante qui permet de faire d'une pierre deux coups : d'un côté, elle réduit la dette, et de l'autre, elle mobilise des ressources supplémentaires pour lutter contre la crise climatique.

Le secteur privé au cœur de la transition climatique

Mais si les financements publics sont essentiels pour renforcer la résilience climatique, l'ampleur colossale des investissements requis dépasse la seule capacité des budgets étatiques : l'aide publique au développement représente 0,49 % du revenu national brut (RNB) agrégé des Etats membres de l'Union européenne, alors que l'investissement global requis pour la mitigation climatique est estimé à 15 % du RNB.

L'implication du secteur privé est donc impérative pour disposer de ressources financières à la hauteur du défi climatique.

En Palestine, Enabel travaille en étroite collaboration avec le secteur privé pour promouvoir une économie verte et circulaire. A travers l'initiative « Green Palestine » en Cisjordanie, nos équipes travaillent de concert avec l'Union des industries de la pierre et du marbre, et l'Union des industries alimentaires. Dans ces secteurs, l'ambition est d'améliorer la gestion des déchets et leur recyclage, d'installer des panneaux solaires et des unités réfrigérées à basse consommation (pour le secteur agro-alimentaire), et à intégrer des pratiques respectueuses de l'environnement dans certaines formations professionnelles.

Avec pour objectif, la création d'un nouvel écosystème d'entreprises proposant des solutions durables, créant des emplois locaux - notamment pour les femmes - et encourageant d'autres investissements durables.



© Enabel

Au Rwanda, nous collaborons avec le gouvernement et des entreprises rwandaises afin de promouvoir une architecture durable, en utilisant des matériaux de construction locaux. Cette approche permet non seulement de réduire les coûts d'import de matériaux urbains – le plus souvent le béton - dont la production est par ailleurs très énergivore ; mais elle encourage aussi l'utilisation de matériaux durables Made in Rwanda tels que la pierre, le bambou ou l'argile, contribuant ainsi à l'économie en permettant aux producteur-rices locaux-ales de se développer.



La finance climatique va bien au-delà de simples investissements destinés à atténuer les effets du changement climatique : elle exige une refonte totale et sans équivoque du système financier actuel. Des décisions concernant les systèmes énergétiques aux matériaux de construction utilisés à grande échelle, en passant par les transports et les émissions issues du secteur agricole, tous les flux financiers doivent progressivement converger vers l'objectif des 1,5 degrés.

En soutenant les initiatives vertes du secteur privé, nous contribuons à réduire leur risque financier, à encourager d'autres investissements privés et à favoriser l'émergence d'une économie verte et durable. A suivre.

Croissance inclusive



© Enabel



© Enabel - Yves Constant Tamomo

De la croissance ? Oui, mais inclusive

Si la croissance économique reste l'objectif de la plupart des États, elle ne bénéficie pas toujours à tout le monde. C'est pourquoi Enabel préfère viser une « croissance inclusive », c'est-à-dire une croissance qui assure non seulement la participation des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables, mais une croissance qui respecte aussi l'environnement et les normes de travail décent.

En 2023, Enabel a mis en œuvre plus de 40 projets destinés à contribuer à une croissance inclusive dans une quinzaine de pays, avec un portefeuille de 300 millions d'euros. Ces projets sont financés soit par la Coopération belge, soit par d'autres bailleurs de fonds - l'Union européenne principalement.

Enabel soutient l'entrepreneuriat dans ces différents stades, de la création, au développement et à la croissance des entreprises, dans une multitude de secteurs différents (l'agriculture, la construction, l'élevage, le numérique, l'énergie, l'innovation), et de plus en plus dans l'économie verte et circulaire. Les projets soutenus sont également portés par des catégories de la population généralement exclues ou sous-représentées, comme les femmes et les jeunes.

Le rôle des PME

Atteindre une croissance inclusive est un défi complexe, qui nécessite une collaboration et une coordination entre les gouvernements, la société civile, le secteur privé et les organisations internationales.

Enabel est particulièrement convaincue du rôle clé que peuvent jouer les petites et moyennes entreprises (PME) à travers un entrepreneuriat innovant et inclusif. C'est pourquoi nous avons créé une unité spécifique consacrée

au « développement et à l'engagement du secteur privé ».

Trois niveaux de changement

L'approche d'Enabel s'articule autour de trois niveaux de changement, à savoir :

- au niveau macro : nous améliorons la gouvernance et le cadre réglementaire, et créons un environnement propice aux initiatives économiques inclusives ;
- au niveau méso : nous soutenons les structures d'appui, afin qu'elles puissent à leur tour offrir de meilleurs services. Concrètement, cela signifie que nous appuyons les incubateurs et accélérateurs d'entreprises et que nous collaborons avec les fédérations et associations sectorielles ainsi qu'avec les organisations qui visent spécifiquement à promouvoir l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes ;
- et au niveau micro : Enabel accorde une grande importance au renforcement des entrepreneur-es et des entreprises. Nous veillons à assurer la disponibilité de services adaptés, afin de leur permettre de se développer et d'améliorer leurs performances, et de créer ainsi de la valeur ajoutée sociale et économique ainsi que des emplois.

Voici cinq projets qui illustrent concrètement cette approche.

PEM WECCO (Sénégal) & PEM N'Zassa (Côte d'Ivoire)

Le PEM (Projects for Entrepreneurial Mobility – projets pour la mobilité entrepreneuriale) met en relation des entreprises belges d'une part et des PME ivoiriennes et sénégalaises d'autre part. Le but est de faciliter les partenariats économiques privés entre ces pays. Enabel finance les voyages d'affaires et organise les rencontres en Belgique.

Entreprena (Guinée)

Entreprena soutient quatre volets de l'entrepreneuriat guinéen : l'entrepreneuriat agricole, féminin, urbain et l'économie verte. Ce projet vise tant la création de PME et de start-ups que le renforcement de leurs compétences et de leur compétitivité. L'accès aux services financiers et l'appui technico-économique occupent une place centrale. Quant au volet « économie verte », il cherche à renforcer les capacités locales en matière de gestion forestière, et à favoriser la transition agroécologique et la mise en place d'un écotourisme local. À présent terminé, le projet a permis d'accompagner pas moins de 7.500 entrepreneur-es (dont 56 % de femmes) et de créer 11.000 emplois.

DigiBoost (Bénin)

Au Bénin, Enabel a coordonné le projet DigiBoost, qui avait pour ambition de soutenir le secteur du numérique. Le projet a entre autres permis de créer et former la communauté Women In Tech au Bénin, réunissant des entrepreneures et professionnelles des métiers du numérique. Il a également soutenu les Structures d'Appui à l'Entrepreneuriat Innovant (SAEI), en les aidant à restructurer leurs programmes d'incubation et d'accélération des start-ups béninoises et en leur remettant du matériel informatique. A ce jour, 300 start-ups ont été incubées et accélérées grâce au soutien accru aux organisations de la société civile.

Prix Awa

Le Prix Awa part d'un constat simple : à travers le monde, une entreprise sur trois est détenue par une femme. Et si, en Afrique subsaharienne, la majorité des travailleuses indépendantes sont des femmes, les obstacles auxquels elles sont confrontées dans l'élaboration et la gestion de leur projet entrepreneurial sont plus entravants que pour les hommes. Chaque année, un concours est organisé pour célébrer le travail des femmes qui ont un impact positif sur leurs communautés grâce à leurs entreprises – douze d'entre elles sont récompensées. En 2024, le Prix récompensera des entrepreneures actives dans les industries culturelles et créatives.

IncluCities

En Tanzanie, Enabel a lancé en 2023 le projet IncluCities. Ce projet soutiendra les entreprises actives dans l'économie verte et circulaire (recyclage du plastique et gestion des déchets). L'objectif est de les aider à travers le développement de leurs compétences, l'accès au financement et des formations au développement d'entreprises.

**KinEmploi, un élan pour la jeunesse de Kinshasa**

KinEmploi est un projet d'insertion professionnelle visant les jeunes et en particulier les femmes dans la ville de Kinshasa. L'objectif visé est d'accompagner les jeunes dans des emplois durables et de qualité, via la formation professionnelle et le jobcoaching, l'incubation des entrepreneur.e.s et l'accélération des micro, petites et moyennes entreprises.

A Kinshasa, mégapole de près de 17 millions d'habitants, 90 % des revenus des ménages proviennent de l'économie informelle. Le taux de chômage des jeunes entre 16 et 24 ans avoisine les 70 %. Pourtant, certains secteurs de l'activité économique kinoise présentent un réel potentiel de croissance et de création d'emplois.

KinEmploi est une initiative pilotée par le Ministère de la formation professionnelle et Métiers, dans le cadre de laquelle Enabel a rassemblé de multiples partenaires, dont le Centre de Ressources Mosala, la Fédération des Entreprises du Congo (FEC), l'Office National de l'Emploi (ONEM), le Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique (EPST) et des Affaires Sociales, la Confédération des petites et moyennes entreprises du Congo (COPEMECO), des centres d'incubation et de formation.

En 2023, le programme a accompagné 600 jeunes, majoritairement des femmes (89%), qui ont été boostés vers l'emploi, s'épanouissant dans des secteurs clés comme le digital, l'Horeca, la transformation alimentaire et le photovoltaïque.

Parmi eux, 528 talents ont décroché un emploi salarié ou lancé leur entreprise, générant des revenus au-dessus du SMIG, marquant ainsi un pas significatif vers l'autonomie financière et le progrès économique.

Regardez la vidéo
« Un élan pour la jeunesse de
Kinshasa » sur Youtube



Innovation & créativité



© Enabel

Pionnier du développement innovant

L'innovation fait partie intégrante de l'ADN d'Enabel : nous nous engageons à soutenir les entrepreneur-es créatif-ves et les courageux-ses intrapreneur-es, aux quatre coins du monde et dans tous les secteurs.

En somme, les hommes et les femmes qui créent des solutions pionnières ayant un véritable impact sur leurs communautés, leurs pays et le monde. Nous sommes fier-ères d'appuyer leur travail révolutionnaire, du stade de l'idéation à celui de la mise à l'échelle.

Meilleur, plus rapide, plus fort

Enabel est un partenaire inébranlable de l'innovation, qui apporte un appui technique et financier aux innovateurs et innovatrices, et qui renforce leurs capacités à expérimenter des innovations, les adapter, les adopter ou les transposer à plus grande échelle. En tant que facilitateur d'innovation, nous réduisons les risques liés au processus d'innovation, tout en accélérant et facilitant ce dernier, ce qui permet dans le même temps d'abaisser le seuil d'innovation pour les partenaires.

En 2023, Enabel a conclu le projet e-TAMKEEN, un programme quadriennal doté d'un budget de 3,5 millions d'euros et ayant pour ambition de transformer

l'administration publique au Maroc par le biais de la digitalisation. Nous avons noué un partenariat avec le ministère de la Transformation numérique et de la Réforme administrative afin de renforcer les compétences numériques des fonctionnaires et de favoriser l'innovation au sein des administrations centrales et locales.

Dans cette optique, Enabel a coorganisé la deuxième édition de l'Idarathon, un hackathon organisé pour et par les fonctionnaires afin de relever les défis majeurs et d'améliorer le service public. Cela s'est soldé par la création d'une plateforme numérique mettant en adéquation les demandeur-euses d'emploi et les postes vacants dans le secteur agricole (en collaboration avec le ministère de l'Agriculture), d'une application mobile multilingue aidant les citoyen-nes à mieux comprendre les procédures administratives (en collaboration avec l'Agence de Développement du Digital) ainsi que d'une plateforme de données garantissant la transparence et la sécurisation

des ventes de voitures d'occasion (en collaboration avec le ministère de la Transformation numérique).

Priorité accordée à l'utilisateur-riche final-e

Grâce à son projet PRISMA, financé par le programme DeSIRA de l'UE, Enabel soutient les laboratoires d'innovation locaux en vue d'améliorer la sécurité alimentaire dans la filière laitière au Mali et au Niger.

En collaboration avec des partenaires locaux et internationaux, nous mettons en place des « laboratoires d'innovation » tout au long de la filière (p. ex., aux points de collecte du lait, dans une mini-laiterie ou encore au niveau des services vétérinaires). Dans ces « laboratoires », les principaux acteurs de la filière se réunissent pour concevoir, identifier et tester des solutions locales afin de relever les défis en matière de sécurité alimentaire, notamment la transmission de la brucellose et de la tuberculose.

Un représentant de FENALAIT, la fédération nationale des producteurs et productrices de lait au Mali, affirme que l'approche PRISMA représente un changement radical par rapport au mode de fonctionnement passé de la relation donateur-bénéficiaire. « Consultant-es et chercheur-euses se sont succédé, mais, pour la première fois, nous, producteurs et productrices à l'échelon local, sommes activement impliqués dans un projet, du début à la fin, et collaborons avec nos partenaires européens à la création de solutions innovantes aux problèmes se posant dans notre secteur. »

Suivi permanent de l'évolution

Les technologies telles que l'intelligence artificielle sont susceptibles de perturber la coopération internationale. En conséquence, comment pouvons-nous tirer parti de la puissance de l'IA au profit des communautés du monde entier ? En février 2024, Enabel a organisé un événement de haut niveau avec le Centre estonien pour le développement international, le Tony Blair Institute et Expertise France, qui a réuni à Bruxelles une centaine d'expert-es européen-nes et africain-es dans l'optique d'explorer le potentiel de l'IA pour la coopération internationale.

Cet événement a souligné l'importance d'adopter une approche de l'IA centrée sur l'humain, collaborative et inclusive, mettant en exergue les impacts à long terme sur les emplois, la nécessité du perfectionnement des compétences et de la reconversion, ainsi que le besoin de partenariats stratégiques entre l'Europe et l'Afrique.

Mobilisation de l'expertise belge en matière d'innovation

Enabel exploite le riche et dynamique écosystème belge

de l'innovation aux fins de promouvoir l'apprentissage par les pairs, les échanges et l'appui entre expert-es et innovateur-rices en vue d'ouvrir de nouvelles voies.

Au Rwanda, Enabel a ainsi facilité une collaboration entre l'agence flamande de recherche industrielle VITO et son homologue rwandais NIRDA dans l'optique de stimuler l'innovation et l'entrepreneuriat dans le secteur émergent de la construction circulaire. Au travers de la formation de professionnel-les du secteur de la construction, de l'appui à des startups et de la mise en place de directives sur la circularité, VITO et NIRDA ambitionnent de promouvoir des matériaux de construction fabriqués à partir de ressources locales telles que le bambou ou l'argile comme solutions alternatives aux matériaux nuisibles au climat tels que l'acier, le bois ou le béton. En collaboration avec Ondernemers voor Ondernemers et Embuild, la fédération belge du secteur de la construction, des visites d'étude ont été organisées pour des entrepreneur-es belges et rwandais-es, et ce, tant au Rwanda qu'en Belgique. Elles ont débouché sur un apprentissage inspirant entre pairs ainsi que sur un networking de longue haleine. Cerise sur le gâteau, VITO et NIRDA (l'agence nationale rwandaise de recherche et de développement industriels) ont signé un accord les engageant dans une collaboration à long terme dans le secteur.

Promotion d'une culture de l'innovation

Enabel est de plus en plus reconnue en tant que pionnière dans le secteur du développement. En 2022, l'OCDE s'est associée à Enabel pour stimuler l'innovation grâce à la gestion de portefeuilles. En 2023, notre équipe ougandaise a remporté le premier Pingouin Award lors de la première édition des Federal Innovation Awards, qui récompensent les réalisations exceptionnelles intervenues dans le secteur public belge.

Nous n'avons toutefois pas l'intention de nous reposer sur nos lauriers. Nous allons continuer à travailler dur pour préparer notre organisation à l'avenir et consolider la position d'Enabel en tant que partenaire crédible et impactant sur le plan des innovations.

Lisez l'article
"Circular construction in
Rwanda: from pilot project to
strategic partnership"
sur Vito.be



Innovation & créativité



© Enabel

L'art, vecteur du développement urbain

L'art et la culture tiennent une place essentielle dans le développement urbain. Ils contribuent à enrichir la vie sociale, à renforcer le sentiment d'appartenance et à stimuler l'économie créative locale.

Partant du constat qu'en 2050, 70 % de la population vivra dans des villes, favoriser la culture et la création aidera à forger des villes dynamiques et inclusives.

Dans les villes émergentes de Rubavu, Musanze et Rwamagana au Rwanda, Enabel recherche avec les autorités locales des solutions qui permettront de mener une planification urbaine durable – avec la participation de la population comme pierre angulaire de ces projets. À Musanze, petite ville située au nord du pays et porte d'accès au célèbre Parc des Virunga, la rénovation récente du centre de jeunesse était au cœur des attentions : construit avec des matériaux locaux, il comprend notamment des salles de formation, un Fablab*, une bibliothèque, des ateliers d'artistes, des services informatiques, mais aussi des infrastructures sportives pour les amateurs de basketball, de volleyball et de handball.

L'autonomisation des jeunes de la région et l'appui qui leur est donné dans la recherche d'une voie propre sont au cœur même du projet. Raison pour laquelle ce centre a été conçu comme un pôle d'entrepreneuriat et d'exploration des compétences, où les jeunes peuvent

toucher à divers sports et arts, mais aussi exploiter leurs capacités de manière créative.

Mais il n'y a pas que ce centre rénové qui fait l'objet de toutes les attentions. Lors de son inauguration, les regards étaient également tournés vers une statue en bois de 4 mètres de haut dressée au milieu de la cour : un CosmoGolem. Construite par des artistes locaux et basée sur une idée originale de l'artiste belge Koen Vanmechelen, cette statue symbolise l'espoir, la foi en l'avenir, mais aussi la diversité.

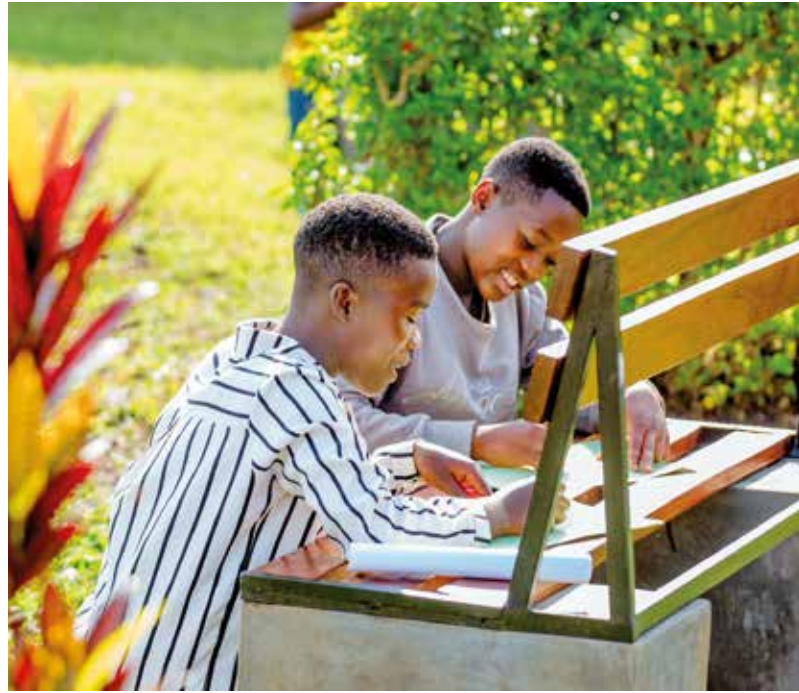
Entretemps, on recense déjà plus de 40 CosmoGolems à travers le monde : en Belgique, aux Pays-Bas, en Inde, en Équateur, au Pérou, au Chili, en Tanzanie, en Pologne, au Zimbabwe, au Mexique...

De telles initiatives illustrent comment l'art peut non seulement donner un nouveau souffle aux espaces urbains, mais aussi fournir aux jeunes générations des clés d'exploration pour leur avenir. La présence de symboles comme les CosmoGolems rappelle l'importance de valoriser l'expression artistique, et de promouvoir un futur plus inclusif, dans les villes du monde entier.

* | Fablab est la forme abrégée de Fabrication Laboratory : il s'agit d'un atelier où les personnes peuvent utiliser des outils de fabrication d'objets assistés par ordinateur.

« Nous avons construit le CosmoGolem en matériaux durables, mais périssables. Si vous n'en prenez pas soin, il se détériorera. Et je pense que c'est une bonne chose. Les personnes doivent l'aimer, car quand on l'aime, on en prend soin. »

Koen Vanmechelen



© Enabel



© Enabel

Innovation & créativité

Voyage en terre créative

Lancé en 2021, le projet Guinée Créative vise à soutenir l'émergence de l'économie créative en Guinée en renforçant les capacités et en créant de l'emploi et des entreprises dans les domaines de la mode, du design et de l'audiovisuel.

Financé par l'Union européenne et déployé sur l'axe Conakry-Kindia-Mamou, le projet a accompagné plus de 190 entrepreneur-es, contribué à la formalisation de 50 entreprises et permis la création de 110 emplois. Le chiffre d'affaires des entreprises soutenues a augmenté en moyenne de 70 %.

Du local au pop-up

Le projet s'est associé à l'Office National de Promotion de l'Artisanat (ONPA) en Guinée, pour lancer le premier label officiel consacré au Léppi, tissu emblématique de la Guinée. Déposé à l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI) et en attente d'homologation, ce label garantit la qualité et l'authenticité du Léppi. Il stimule la production locale, ouvrant des opportunités pour les artisan-es, et permet de positionner le Léppi comme un produit d'artisanat de qualité sur la scène internationale. 50 producteurs et productrices ont déjà été intégrés-es au processus de labélisation, dont 76 % ont satisfait aux exigences.

Le projet a créé l'espace Guinée Créative, un lieu qui sert de vitrine pour les talents guinéens. En trois mois, cet espace a accueilli plus de 10.000 visiteurs et visiteuses, renforcé les capacités de 120 entrepreneur-es et mis en lumière le travail de 31 créateurs et créatrices de mode à travers un pop-up store. L'espace fonctionne désormais de façon autonome, en gestion privée.

En route vers l'entrepreneuriat

Guinée Créative est l'un des cinq projets d'Enabel en Guinée dédiés à l'entrepreneuriat, dont le financement européen était intégré au projet plus large Entreprena, dédié à la croissance inclusive et durable, et financé par la Belgique. Avec 8.000 entrepreneur-es accompagnés-es, ce projet a amélioré les performances des micro, petites et moyennes entreprises guinéennes, ainsi que l'accès aux services financiers, et créé un environnement propice au développement économique inclusif. Ces efforts seront poursuivis dans le programme de coopération Guinée-Belgique jusqu'en 2027.



© Enabel

Le Léppi guinéen

Originaire de la région de la Moyenne Guinée, le Léppi est un tissu emblématique de l'identité guinéenne. Issu d'un savoir-faire ancestral, il se décline en une variété de vêtements, accessoires et objets de décoration, et se distingue par ses motifs géométriques - souvent bleus, teinture naturelle réalisée à partir de plantes locales.

Le Léppi est une source de revenus importante pour les artisan-es guinéen-nes, qui le vendent sur les marchés locaux et internationaux.

Interview

Le Practitioners' Network

À la table européenne des partenariats internationaux.



Nicolas Stoetzel
Chef d'unité adjoint à la DG INTPA
de la Commission européenne

Fondé en 2007, le Practitioners' Network for European Development Cooperation est une plateforme ouverte d'échange, de coordination et d'harmonisation entre les organisations européennes de coopération au développement. Ses 25 membres issus de 19 États membres européens utilisent la plateforme pour partager leurs expériences et réfléchir aux efforts conjoints de mise en œuvre de projets de développement.

En fournissant un feedback sur les politiques européennes de coopération internationale du point de vue des praticiens et praticiennes, le réseau contribue à la cohérence et à la complémentarité des efforts européens de coopération au développement. Il encourage une approche intégrée, pluraliste, innovante, pragmatique et efficace dans la mise en œuvre des programmes européens de coopération internationale.

Nicolas Stoetzel, chef d'unité adjoint à la DG INTPA de la Commission européenne, a partagé son point de vue sur la valeur ajoutée du réseau pour la politique européenne en matière de partenariats internationaux.

« Notre unité est chargée de la coordination de l'approche Team Europe et de la stratégie Global Gateway. Nous échangeons donc régulièrement avec les États membres et nous sommes également en contact avec le Practitioners' Network. J'ai moi-même des contacts avec ce réseau depuis près de 10 ans. »

Quelle est selon vous la pertinence du Practitioners' Network pour la Commission européenne ?

« Le Practitioners' Network joue un rôle très important dans l'architecture euro-

péenne pour le développement. Il fait entendre une voix unifiée, faisant ainsi progresser l'approche Team Europe. Il a en fait incarné l'approche Team Europe bien avant que ce terme n'existe. À ma connaissance, il s'agissait de la première structure à rassembler différents acteurs de différents États membres en vue de les coordonner et d'encourager une meilleure collaboration. La première du genre en tout cas.

Le Practitioners' Network est une plateforme crédible pour des échanges informels sur divers aspects, notamment la mise en œuvre de projets, l'assistance technique, l'expertise du secteur public, l'engagement avec le secteur privé. Nous apprécions vraiment les échanges honnêtes et ouverts ainsi que le feedback franc sur nos politiques et nos priorités. Ce réseau est une précieuse caisse de résonance.

Je pense que le Practitioners' Network garantit aux différentes agences d'avoir voix au chapitre, y compris lors d'événements importants tels que le Global Gateway Forum. Nous comptons sur lui pour diffuser les connaissances et les idées aux autres membres, ce qui simplifie également notre vie à la Commission. Le réseau est utile parce qu'il contribue à promouvoir l'expertise des membres individuels et qu'il permet aux membres de s'associer dans le cadre d'accords multipartenaires. »

Comment présenteriez-vous le Practitioners' Network à d'éventuels futurs membres ?

« En tant que membre du réseau, vous bénéficiez en quelque sorte d'un accès privilégié à la Commission européenne, car lorsque nous rencontrons les agences des États membres, c'est généralement par son intermédiaire. De plus, le Practitioners'

Network est souvent "le premier à savoir". Ainsi, c'est à lui que nous nous adressons pour partager les nouvelles et les mises à jour concernant la Team Europe et la Global Gateway, par exemple. En rejoignant le réseau, vous pouvez de plus bénéficier de toute l'expérience des autres membres. »

Comment voyez-vous l'avenir du Practitioners' Network et le rôle d'une agence telle qu'Enabel ?

« Enabel joue un rôle très actif au sein du réseau. En tant qu'une des organisations de développement des États membres les plus importantes, elle joue un rôle clé dans plusieurs initiatives européennes majeures, telles que l'initiative de santé MAV+, l'un des plus beaux fleurons du Global Gateway.

Un aspect important à développer à l'avenir serait de renforcer la collaboration entre les agences de mise en œuvre et les institutions de financement du développement. La signature de la déclaration commune entre les différents réseaux a constitué une avancée significative à cet égard. Je suis curieux de savoir comment une collaboration plus étroite entre Enabel et la société d'investissement belge pour les pays en développement BIO pourrait se concrétiser.

En principe, la Global Gateway est là pour durer et la transition dans la coopération au développement se poursuivra. Je suis convaincu que cette tendance à une plus grande interaction entre la coopération technique et la coopération financière et à un rapprochement avec le secteur privé se confirmera. Il sera dès lors également important pour Enabel de se positionner à cet égard et de démontrer qu'elle peut apporter l'expertise dont elle dispose. »

Organisation



S.A. de droit public

Enabel est une société anonyme de droit public à finalité sociale créée par la loi du 16 novembre 2017 portant modification du nom de la Coopération technique belge et définition des missions et du fonctionnement d'Enabel, Agence belge de développement. L'État belge, représenté au sein de l'Assemblée générale par le ou la Ministre de la Coopération au développement, est son seul actionnaire.

Enabel met en œuvre la coopération gouvernementale belge. Elle recherche de même activement des missions pour d'autres partenaires financiers, qui renforcent la politique étrangère de la Belgique. Enabel peut également mettre en œuvre et coordonner des initiatives d'instances fédérales belges sur le plan de la coopération internationale. Ce faisant, Enabel fait office d'interface entre des organismes publics belges et des donateurs belges ou étrangers dans le cadre d'actions de développement international, de préférence dans des pays à revenu faible ou intermédiaire.

Organes de direction

Assemblée générale

Le ou la Ministre de la Coopération au développement représente l'État fédéral à l'Assemblée générale. En 2023, l'Assemblée générale s'est tenue le 28 mars. Une Assemblée générale extraordinaire s'est par ailleurs réunie le 11 décembre.

Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est composé de membres qui ont acquis une expertise utile et démontrable en matière de développement international et de gestion d'entreprises. Les membres du Conseil d'administration sont nommé-es pour un terme renouvelable de quatre ans. En 2023, le Conseil d'administration s'est réuni à 9 reprises, dans la composition suivante : Delphine Moralis (Présidente), Caroline Amrom, Karla Basselier, Brigitte Boone, Alain Coheur, Farah Dehon, Amélie Derbaudrenghien, Patrick Develtere, Guido Gryseels, Patrick Itschert, Louise Ringuet, Bart Staes.

Directeur-riche général-e

Le Directeur général ou la Directrice générale est responsable de la gestion journalière d'Enabel. Il ou elle est nommé-e par le Conseil d'administration pour un mandat renouvelable de six ans.

Comité de direction

Le Conseil d'administration nomme à la majorité absolue, sur proposition du Directeur général ou de la Directrice générale, les membres du Comité de direction pour un terme renouvelable de six ans.

Composition :

- Jean Van Wetter (Directeur général)
- Martine Brisse (Directrice RH). Le mandat de Martine Brisse a pris fin le 28 février 2023 et n'a pas été renouvelé.
- Khady Thiam (Directrice People & Talent). Khady Thiam a succédé à Martine Brisse et a pris ses fonctions le 10 avril 2023.
- Sven Huysen (Directeur Operations)
- Danny Verspreet (Directeur Finances & IT)
- Liana Hoornweg (Directrice Expertise sectorielle et thématique). Liana Hoornweg a présenté sa démission le 22 décembre 2022. Son contrat de travail a pris fin le 28 février 2023.
- Evelien Masschelein (Directrice Expertise & Think). Evelien Masschelein a succédé à Liana Hoornweg et a pris ses fonctions le 1^{er} janvier 2024.

Le Comité de direction s'est réuni à 19 reprises en 2023.

Organes de contrôle

- Commissaires du gouvernement (Coopération au développement et Budget)
- Collège des Commissaires (Cour des comptes et réviseur-euses d'entreprises)
- Audit interne

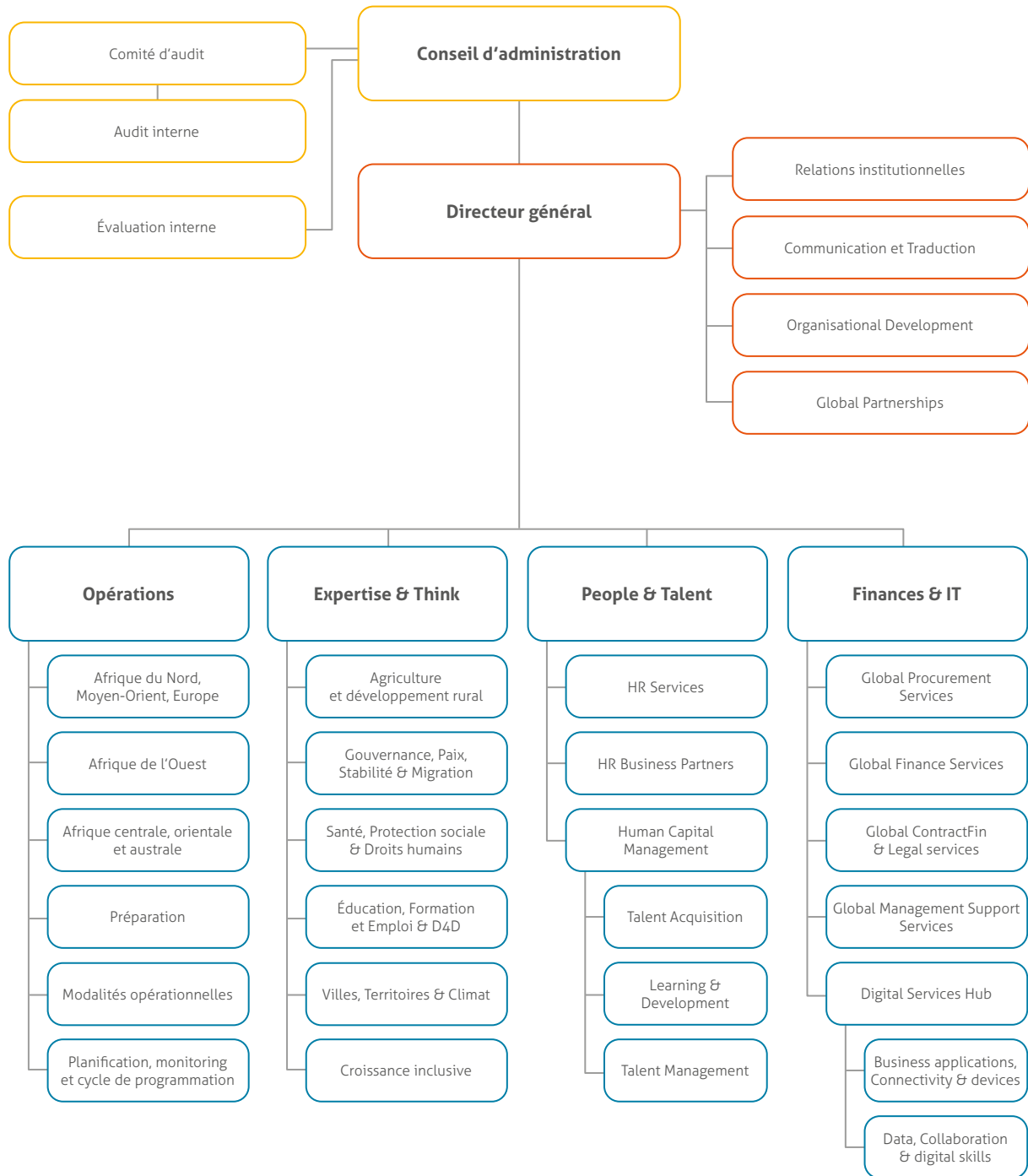
Intégrité

Nous devons, jour après jour, mériter la confiance de nos partenaires financiers, de nos pays partenaires et des populations pour lesquelles nous nous investissons. La confiance ne se gagne pas uniquement par la parole, mais aussi à travers un comportement irréprochable, par le respect des règles de conduite et par une conscience professionnelle de tous les instants. Les valeurs qui sous-tendent nos actions sont le respect, l'intégrité, l'engagement et le sens des responsabilités.

Le Code éthique d'Enabel constitue la pierre angulaire de notre engagement. Il doit encourager tous les collaborateurs et toutes les collaboratrices d'Enabel à se comporter de manière éthique et responsable partout dans le monde, et quelles que soient les circonstances. En outre, la communication et la promotion de ce Code auprès de nos partenaires et de nos fournisseurs nous permettent de mettre en évidence les valeurs sur lesquelles reposent nos relations.

En 2018, à l'instar des autres acteurs de la Coopération internationale belge, Enabel a signé une Charte d'intégrité, dans laquelle elle s'engage à mettre en place un cadre afin de réduire le risque de violations de l'intégrité et de traiter les incidents de manière appropriée.

Organigramme



Finances

Bilan (euros)

Actif	31/12/2023	%	31/12/2022	%
Actifs immobilisés	2.525.925	0,9 %	1.917.419	0,7 %
Créances > 1 an	48.579.547	17,6 %	47.514.097	17,8 %
Sous-total	51.105.472	18,5 %	49.431.517	18,5 %
Créances ≤ 1 an	55.997.444	20,3 %	73.355.685	27,5 %
Placements de trésorerie	148.518.233	53,8 %	0	0,0 %
Valeurs disponibles	10.177.744	3,7 %	129.525.352	48,5 %
Comptes de régularisation	10.041.703	3,6 %	14.546.490	5,5 %
Total de l'actif	275.840.595	100 %	266.859.044	100 %
Passif	31/12/2023	%	31/12/2022	%
Capitaux propres	20.436.350	7,4 %	20.493.410	7,7 %
Provisions et impôts différés > 1 an	2.087.389	0,8 %	3.488.978	1,3 %
Sous-total	22.523.740	8,2 %	23.982.388	9,0 %
Dettes > 1 an	48.579.547	17,6 %	47.514.097	17,8 %
Provisions et impôts différés ≤ 1 an	0	0,0 %	0	0,0 %
Dettes ≤ 1 an	203.729.365	73,9 %	194.179.941	72,8 %
Comptes de régularisation	1.007.943	0,4 %	1.182.618	0,4 %
Total du passif	275.840.595	100 %	266.859.044	100 %

Compte de résultats

	31/12/2023	31/12/2022
Produits d'exploitation	335.234.637	340.719.039
Chiffre d'affaires	310.873.740	315.255.097
Autres produits d'exploitation	23.176.740	24.611.180
Produits d'exploitation non récurrents	1.184.157	852.762
Charges d'exploitation	339.017.240	339.021.029
Achats	59.486.994	49.646.246
Services et biens divers	203.637.145	215.468.662
Frais de personnel	72.994.874	68.050.360
Amortissements	2.592.417	1.890.266
Réduction de valeur des actifs circulants		0
Provisions pour risques & charges	-1.401.589	2.871.014
Autres charges d'exploitation	1.610.672	442.102
Charges d'exploitation non récurrentes	96.727	652.379
Résultat d'exploitation	-3.782.604	1.698.010
Charges financières	-2.621.993	-2.909.197
Produits financiers	6.347.537	1.380.430
Résultat financier	3.725.544	-1.528.767
Résultat de l'exercice avant imposition	-57.059	169.243
Prélèvement sur / transfert aux impôts différés		
Impôts sur le résultat		
Résultat de l'exercice	-57.059	169.243
Prélèvement sur / transfert aux réserves immunisées		
Résultat de l'exercice à affecter	-57.059	169.243

Visite royale

Le 24 avril 2024, S.A.R le Roi Philippe s'est rendu en visite officielle au sein de nos bureaux à Bruxelles.

Il a profité de cette occasion pour discuter des enjeux géopolitiques complexes qui influencent les activités d'Enabel, de la crise climatique aux conflits en Ukraine et à Gaza, en passant par les troubles dans l'est du Congo et les défis migratoires. Le Roi a pris part à une table ronde sur la coopération avec la République démocratique du Congo, où nos actions en faveur de la jeunesse, de l'entrepreneuriat, ou encore de la protection sociale lui ont été présentées. Il a également échangé avec nos collègues ayant quitté Gaza et discuté du lancement de nos activités en Ukraine, où Enabel mènera un programme de reconstruction.



© Enabel

Colophon

Agence belge de développement
Rue Haute 147 - 1000 Bruxelles
Belgique
T +32 2 505 37 00
info@enabel.be

Éditeur responsable :
Jean Van Wetter, Directeur général

Composition et mise en page : Enabel
Photo de couverture : © Enabel - YAGA

enabel.be
open.enabel.be

Suivez-nous via :



La reproduction de cette publication est autorisée pour autant que la source soit mentionnée.

Publiée en français, néerlandais et anglais.

Mai 2024

Le rapport d'activités 2023-2024 est également disponible en version électronique, adaptée aux tablettes et smartphones. Scannez ce code :



Inscrivez-vous à notre newsletter mensuelle :





Agence belge de développement
Rue Haute 147 - 1000 Bruxelles
T +32 2 505 37 00
info@enabel.be
enabel.be



Belgique

partenaire du développement